



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/52/10
4 novembre 1997

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS/
RUSSE

Cinquante-deuxième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 17 f) de l'ordre du jour

NOMINATIONS AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES
ET AUTRES NOMINATIONS : NOMINATION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA
FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

Note du Secrétaire général

1. Comme indiqué dans le document A/52/106, l'Assemblée générale sera appelée, à sa présente session, à nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), à compter du 31 décembre 1997.

2. Les membres de la Commission dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 1997 sont les suivants :

M. Mario Bettati (France);
Mme Lucretia Myers (États-Unis d'Amérique);
M. Antonio Fonseca Pimental (Brésil);
M. Alexis Stephanou (Grèce);
M. Ku Tashiro (Japon).

Il faudra donc nommer :

Un membre du Groupe des États d'Asie;
Un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;
Trois membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

3. Les États Membres ont présenté les candidatures ci-après :

a) Pour le siège revenant aux États d'Asie :

M. Ku Tashiro (Japon);

b) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :

João Augusto de Medicis (Brésil);

c) Pour les trois sièges revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :

M. Mario Bettati (France);
Mme Lucretia Myers (États-Unis d'Amérique);
M. Alexis Stephanou (Grèce).

4. La nomination des membres de la CFPI est régie par les dispositions des articles 3, 4 et 5 du Statut de la Commission. En application de ces dispositions, et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la partie II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1988, le Secrétaire général a entrepris des consultations avec les États Membres, par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux, avec les chefs de secrétariat des autres organisations du régime commun, avec les représentants du personnel par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies, et avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. Il ressort des consultations avec les États Membres que la candidature de M. Ku Tashiro est soutenue par le Groupe des États d'Asie, celle de M. João Augusto de Medicis par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et celles de M. Mario Bettati, de Mme Lucretia Myers et de M. Alexis Stephanou par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

6. Le Secrétaire général soumet donc, pour examen, à la Cinquième Commission la liste des candidats ci-après proposés pour pourvoir les postes vacants à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 1998 :

M. Mario Bettati (France);
M. João Augusto de Medicis (Brésil);
Mme Lucretia Myers (États-Unis d'Amérique);
M. Alexis Stephanou (Grèce);
M. Ku Tashiro (Japon).

7. Le Secrétaire général a également été avisé que M. Alexander V. Chepourin (Fédération de Russie) avait démissionné de ses fonctions de membre de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Par conséquent, l'Assemblée générale sera appelée, à sa présente session, à nommer un candidat à son poste pour la période de son mandat qui reste à courir, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2000.

8. Le membre à nommer devrait donc être originaire de la région des États d'Europe orientale. À cet égard, un État Membre a présenté le candidat ci-après :

M. Alexei Fedotov (Fédération de Russie).

9. Il ressort des consultations avec les États Membres que la candidature de M. Alexei Fedotov est soutenue par le Groupe des États d'Europe orientale.

10. Les curriculum vitae des candidats figurent en annexe à la présente note.

/...

ANNEXE

Curriculum vitae

Mario BETTATI

Date et lieu de naissance : 7 novembre 1937, Nice

État civil : Marié, deux enfants

Fonctionnaire international à l'Organisation de coopération et de développement économiques

Professeur agrégé des facultés de droit

Doyen honoraire de la faculté de droit de l'Université de Paris-Sud

Diplômes

Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye (1967)

Docteur d'État en droit (1970)

Lauréat de la faculté de droit et des sciences économiques de Nice (prix de thèse, 1970)

Lauréat de l'Association nationale des docteurs en droit (prix 1970)

Lauréat de l'Académie diplomatique internationale (prix 1986, pour son livre sur les réfugiés)

Fonctions universitaires

Agrégé des facultés de droit (1974)

Membre du Conseil supérieur des corps universitaires (1979-1982)

Membre du jury d'agrégation (pour l'admission à l'Institut des sciences politiques en 1984)

Doyen de la faculté de droit, Vice-Président de l'Université de Paris-Sud (1986-1988)

Professeur à l'Université de Paris II (depuis janvier 1988)

Directeur d'études dans le domaine des droits de l'homme et du droit humanitaire à l'Université de Paris II

Directeur du Centre pour les droits de l'homme et le droit humanitaire à l'Université de Paris II

Activités administratives

Membre du jury d'examen de l'École nationale d'administration (1975-1978)

Assistant spécial (juillet 1988-janvier 1991) puis Conseiller

(juin 1991-avril 1992) du Ministre chargé de l'action humanitaire, Bernard

Kouchner. Conseiller (1992-1993) de Georges Kiejman, Ministre délégué auprès

du Ministre des affaires étrangères. Consultant (1993-1994) auprès de Lucette

Michaux-Chevry, Ministre déléguée aux droits de l'homme et à l'action

humanitaire; auteur d'un rapport sur l'état du droit international humanitaire contenant des propositions d'action (1994)

Vice-Président de la Commission consultative nationale sur les droits de

l'homme. Président de la Sous-Commission sur le droit humanitaire constituée par le Premier Ministre en 1995.

/...

Activités éditoriales et recherche

Membre du Comité de rédaction de la Revue générale de droit international public

Membre du Comité de rédaction de la Revue politique et parlementaire

Directeur de la collection "Perspectives juridiques et économiques" (Paris, Economica)

Directeur et auteur de la préface d'une trentaine de thèses de doctorat de droit défendues ou publiées

Actuel Directeur d'une vingtaine de thèses de doctorat (droit des organisations internationales, droit international humanitaire, système de la fonction publique à l'ONU et dans les Communautés européennes, et droit de l'Union européenne)

Travaux et publications (sélection)

Articles et éditoriaux (à l'exclusion d'articles destinés au grand public dans l'Encyclopaedia Universalis, The Washington Post, l'International Herald Tribune, le Figaro, Le Point, l'Express et d'autres publications, et programmes de radio sur France-Culture) :

"Bibliographie critique", chronique bibliographique trimestrielle pour la Revue générale de droit international public, une vingtaine de pages par trimestre depuis 1993 (pour un total d'environ 400 pages d'entrées et de commentaires)

"The right of humanitarian intervention or the right of free access to victims?", dans International Commission of Jurists, The Review, No 49, 1992

Article sur l'action humanitaire de l'État et la diplomatie dans Les relations internationales à l'épreuve de la science politique (Mélanges Marcel Merle), Paris, Economica, 1993

Article sur l'Organisation des Nations Unies et l'action humanitaire, dans Politique étrangère, Institut français des relations internationales, 1993

Article sur l'accès aux victimes, dans Law and Humanitarian Crises, Commission européenne, 2 volumes, Bruxelles et Luxembourg, 1995

Article sur le principe de la subsidiarité dans le cadre de l'aide humanitaire internationale, dans Aide humanitaire internationale, un consensus conflictuel (Paris, Economica, 1996)

Article sur le protocole relatif aux armes à faisceau laser, dans Annuaire français de droit international, 1995

Article sur le protocole relatif aux mines antipersonnel, dans Annuaire français de droit international, 1996

Article sur les dérogations aux sanctions internationales pour des raisons humanitaires, dans Mélanges en l'honneur du doyen Paul Isoart (Paris, Pedone, 1996)

"Las areas de seguridad en el derecho humanitario", Anuario Internacional, 1995 (Madrid, Ministère des affaires étrangères, 1996)

Article sur la société internationale et les limitations de la souveraineté, dans Diogène, No 176 (UNESCO), octobre-décembre 1996

Article sur la protection des organisations humanitaires et de leurs agents chargés de missions dangereuses, dans Mélanges en l'honneur d'Hubert Thierry (Paris, Pedone, à paraître en 1998)

Livres :

- Le nouvel ordre économique international (Paris, Presses universitaires de France, 1985)
L'avenir des organisations internationales (Paris, 1984)
L'asile politique en question, un statut pour les réfugiés (Paris, Presses universitaires de France, 1985)
Les ONG et le droit international (éd. en collaboration) (Paris, Economica, 1986)
Le droit des organisations internationales (Paris, Presses universitaires de France, 1987)
Le devoir d'ingérence (éd. en collaboration) (Paris, Denoël, 1987)
Recrutement et carrière des fonctionnaires internationaux (Leyde, Pays-Bas), Académie de droit international de La Haye, séries : Recueil des cours
Dictionnaire constitutionnel, responsable de la section concernant la communauté internationale et la Communauté européenne, auteur d'une vingtaine d'entrées, sous la direction générale de O. Duhamel et Y. Meny, (Paris, Presses universitaires de France, 1992)
L'ONU et la drogue (rapport préliminaire, éd.) (Paris, Pedone, 1995)
Le droit d'ingérence, mutation de l'ordre international (Paris, Éditions Odile Jacob, 1996)
Le droit international humanitaire, présentation et commentaire (à paraître en septembre 1998 aux Éditions du Seuil (Collection des manuels universitaires)

Activités dans la fonction publique internationale

- Membre du Comité des fonctionnaires internationaux (section des fonctionnaires français, 1983-1993)
Membre de la Commission de la fonction publique internationale (depuis le 8 février 1992)

Activités bénévoles ou humanitaires

- Président de l'Association française pour les Nations Unies
Conseiller de plusieurs organisations non gouvernementales humanitaires françaises
Missions humanitaires dans des camps de réfugiés du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans des îles de la mer de Chine, aux Philippines, en Malaisie, à Hong-kong et en Thaïlande

Alexei L. FEDOTOV

Date et lieu de naissance : 29 juin 1949, Moscou

État civil : Marié, une fille

Études universitaires : Institut d'État des relations internationales (Moscou)

Langues : Russe (langue maternelle), anglais, cinghalais

Rang diplomatique : Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire

Poste actuel : Directeur du Département du personnel au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

Expérience professionnelle

1972-1974 Ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Sri Lanka

1974-1978 Attaché; Division de l'Asie du Sud, Ministère des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Moscou

1978-1983 Troisième, Deuxième et Premier Secrétaire; Secrétariat du Vice-Ministre au Ministère des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

1983-1985 Conseiller; ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Singapour

1986-1992 Conseiller, Chef adjoint de division, Conseiller principal, Chef de division/Directeur adjoint, Secrétariat général, Ministère des affaires étrangères

1992-1996 Directeur de bureau, Secrétaire exécutif adjoint; Secrétariat exécutif, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

1996 à ce jour Directeur du Département du personnel au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

Autres activités pertinentes

Participation aux travaux ou à l'organisation d'un certain nombre de conférences et réunions nationales et internationales sur des questions touchant la fonction publique fédérale et la fonction publique internationale

/...

João Augusto DE MÉDICIS

Date et lieu de naissance : 18 août 1936, Recife (Brésil)

État civil : Marié, cinq enfants

Études : Académie diplomatique du Brésil, cours préparatoire, Instituto Rio Branco, 1958

Carrière : Troisième Secrétaire, 1959
Deuxième Secrétaire, 1961
Premier Secrétaire, 1967
Conseiller, 1973
Ministre, 1976
Ambassadeur, 1981

Affectations professionnelles

Attaché au Bureau du Ministre des relations extérieures, 1961
Chef adjoint du protocole, 1962
Chef adjoint du personnel du Bureau du Ministre des relations extérieures, 1967-1969
Introduceur des ambassadeurs, 1969-1970 – 1975-1979
Responsable de la liaison avec le Congrès, 1979-1981
Chef du protocole, 1981-1982
Chef du Département du Moyen-Orient, 1983
Secrétaire général adjoint à la gestion, Ministère des affaires extérieures, 1996-1997
Mission auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, Deuxième Secrétaire, 1962-1966
Port-au-Prince, Chargé d'affaires par intérim, 1966/67-1980
Londres, Premier Secrétaire/Conseiller, 1970-1973
Buenos Aires, Conseiller, 1973-1975
Nairobi, Ambassadeur, 1984-1986
Kampala, Ambassadeur (non résident), 1984-1986
Port-Louis, Ambassadeur (non résident), 1984-1986
Addis-Abeba, Ambassadeur (non résident), 1984-1986
Nairobi, Représentant permanent auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), 1984-1986
Rome, Représentant permanent à la FAO, au FIDA et au PAM, 1987-1990
Varsovie, Ambassadeur, 1991-1994
Beijing, Ambassadeur, 1994-1996
Oulan Bator, Ambassadeur (non résident), 1995

Lucretia F. MYERS

Lucretia F. Myers est Sous-Directrice des plans d'assurance au Bureau de la gestion du personnel des États-Unis. À ce titre, elle supervise les plans d'assurance maladie et d'assurance-vie des employés et retraités de l'Administration fédérale ainsi que de leurs familles. Le programme de prestations de santé des employés fédéraux est le plan d'assurance maladie subventionné par l'employeur le plus important aux États-Unis. Il compte une dizaine de millions d'assurés et ses primes annuelles s'élèvent à près de 16 milliards de dollars. Environ 375 plans d'assurance maladie font partie de ce programme. Le programme d'assurance groupe sur la vie des employés fédéraux perçoit des primes représentant quelque 1,6 milliard de dollars et verse des prestations se chiffrant à 1,5 milliard de dollars par an.

Mme Myers est également membre de la Commission de la fonction publique internationale, qui fixe les conditions d'emploi de plus de 50 000 fonctionnaires des Nations Unies dans environ 600 lieux d'affectation dans le monde entier. Elle a été nommée à ce poste par l'Assemblée générale en 1992 et réélue pour un nouveau mandat de quatre ans en décembre 1993.

De janvier 1987 à août 1993, Mme Myers a été Directrice exécutive du Merit Systems Protection Board (MSPB) des États-Unis dont elle dirigeait les programmes et les opérations ainsi que celles de ses 11 bureaux régionaux. Le MSPB est un organisme aux pouvoirs quasi judiciaires chargé de protéger les employés contre les abus que pourrait commettre l'Administration et réalise des études sur la fonction publique pour veiller à ce que les pratiques en matière d'emploi soient fondées sur le mérite.

Avant sa nomination au Merit Board, Mme Myers a exercé diverses fonctions au Bureau de la gestion du personnel des États-Unis, dont les suivantes : Sous-Directrice adjointe à l'administration, responsable des questions budgétaires et administratives ainsi que du traitement électronique des données et de la gestion des ressources humaines; Sous-Directrice adjointe chargée du respect de la réglementation et des enquêtes, responsable de l'un des plus grands programmes d'enquêtes de moralité dans le secteur civil ainsi que des programmes d'évaluation de la gestion du personnel et d'information sur les fonctionnaires; Directrice adjointe du régime des pensions de retraite et, par la suite, Directrice adjointe du Département des politiques en matière de rémunération et de prestations où elle était chargée d'administrer le programme de droits à prestations du Gouvernement, qui occupe le quatrième rang parmi les programmes de ce type et d'orienter la politique du plus grand programme de rémunération et de prestations du monde.

Peu après son arrivée au Bureau de la gestion du personnel en 1979, Mme Myers a été nommée Directrice adjointe du personnel et responsable des questions relatives à l'égalité des chances dans l'emploi. Avant d'être nommée au Bureau de la gestion du personnel, elle avait occupé plusieurs postes dans le domaine de la gestion des ressources humaines auprès du Département chargé des forces aériennes dans plusieurs lieux d'affectation.

Mme Myers est actuellement membre du Military Health Care Advisory Committee et assure la liaison avec le Conseil d'administration de la Foundation for Accountability. Elle a été nommée au Senior Executive Service en 1980 et est diplômée du Senior Executive Fellows Program de la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard (1983). Au cours de sa carrière dans la fonction publique, ses qualités professionnelles remarquables lui ont valu de nombreux prix, dont le Presidential Rank Award of Distinguished Executive, qui sont venus récompenser la manière dont elle s'est acquittée de ses fonctions.

Alexis STEPHANOU

Date et lieu de naissance Le 3 juillet 1926 à Paris

Nationalité Grecque

Situation familiale Marié, un fils

Études Université d'Athènes (1946-1950)
 Diplôme en sciences politiques et en économie

 Université nationale d'Australie
 Canberra (1972-1973)

 Séminaires sur la théorie des relations
 internationales et l'histoire des idées politiques

Expérience professionnelle

1945-1951 Fonctionnaire de l'information à la Division de la
 presse étrangère du Sous-Secrétariat de la presse et
 de l'information (Athènes)

1951-1953 Attaché d'ambassade au Ministère des affaires
 étrangères (Athènes)

1953-1957 Vice-Consul à Jérusalem, Secrétaire de la
 représentation diplomatique en Israël. Consul
 général par intérim et représentant diplomatique
 (juin 1956-janvier 1957)

1957-1958 Deuxième Secrétaire à l'ambassade de Grèce à Ankara

1958-1962 Premier Secrétaire à l'ambassade de Grèce à Londres

1962-1964 Chef de la Section des affaires turques au
 Département des questions politiques du Ministère
 des affaires étrangères

1964 Membre de la délégation grecque à la Conférence
 générale de l'Organisation des Nations Unies pour
 l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
 (Paris)

1964-1969 Conseiller à l'ambassade de Grèce à Nicosie

1969-1971 Représentant permanent adjoint, Mission permanente
 auprès de l'Office des Nations Unies à Genève;
 Représentant permanent par intérim
 (octobre 1970-avril 1971)

1971-1974	Ambassadeur de Grèce en Australie et en Nouvelle-Zélande
1974-1978	Ambassadeur de Grèce en Bulgarie
1979-1982	<p>Chef de la Division des organisations et conférences internationales au Ministère des affaires étrangères (Athènes)</p> <p>Membre du Conseil supérieur des promotions et transferts au Ministère des affaires étrangères</p> <p>Membre du Comité d'examen du barème des ajustements applicable au personnel du Ministère des affaires étrangères en poste à l'étranger</p> <p>Chef de la délégation grecque aux deuxième et troisième conférences d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (1980 et 1985)</p> <p>Membre des Groupes de travail de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement et la non-prolifération et sur la coopération politique en Europe (Président de ces groupes de juillet à décembre 1983)</p>
Octobre 1982	<p>Président du jury de l'examen d'entrée dans le service diplomatique</p> <p>D'août 1980 à décembre 1982, Président du Comité chargé d'administrer un fonds spécial de contributions volontaires constitué par le personnel du Ministère des affaires étrangères</p>
1983-1985	<p>Missions spéciales pour le Ministère des affaires étrangères :</p> <p>Représentant de la Grèce à la troisième Réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (février-mars 1983)</p> <p>Représentant de la Grèce aux sessions de fond de 1983 et 1984 de la Commission du désarmement à New York; Vice-Président de la Commission à la session de 1984, réélu pour la session de 1985</p>
Décembre 1984	Promu au rang d'ambassadeur

/...

Février 1985	Prend sa retraite du service diplomatique conformément à la loi prévoyant la retraite obligatoire à l'âge de 58 ans pour les fonctionnaires ayant 35 ans de service ou davantage
1979-1996	Missions spéciales pour le Ministère des affaires étrangères : Membre de la délégation grecque de la trente-quatrième à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale (représentant de la Grèce à la Commission politique spéciale, 1979, 1980, 1981, et à la Première Commission à partir de 1982) Représentant de la Grèce aux sessions de fond de la Commission du désarmement à New York, en 1986, 1987, 1988, 1989 et 1992. Membre suppléant du Conseil supérieur des promotions et transferts au Ministère des affaires étrangères. Président de groupes de travail sur le désarmement et la non-prolifération et sur la coopération politique en Europe (juillet-décembre 1988 et janvier-juin 1994)
1986 à ce jour	Membre de la Commission de la fonction publique internationale

Autres activités et affectations

1979-1982	Membre du Comité exécutif de la Commission nationale hellénique pour l'UNESCO Membre du Conseil d'administration du Centre culturel européen de Delphes (Grèce) Membre du Comité exécutif de la Commission nationale hellénique pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
1983-1984	Membre du Conseil d'administration de l'Institute for East-West Security Studies (New York)
1983-1992	Chargé de cours au Collège de la défense nationale à Athènes

Ku TASHIRO

Date et lieu de naissance	Le 3 décembre 1925 à Kumamoto-ken (Japon)
Nationalité	japonaise
Sexe	masculin
Situation familiale	Marié
Éducation	Diplômé de l'Université de Kyushu (agriculture) Diplômé du programme de formation de cadres de carrière de l'Institut d'administration publique (administration publique)

Expérience professionnelle

1949	Membre de la Commission de la fonction publique nationale du Japon
1958-1967	Secrétaire personnel du Commissaire à la fonction publique du Japon
1962-1968	Directeur adjoint de la Division de l'efficacité du Bureau des relations avec le personnel (Commission de la fonction publique du Japon)
1963-1964	Boursier du Programme d'assistance technique de l'ONU (études aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France)
1968-1970	Chargé de l'analyse des emplois et Chef du Service de gestion à la Division centrale des effectifs auprès du Cabinet du Président de la République-Unie de Tanzanie (programme de coopération technique)
1970-1972	Directeur de la planification et de l'administration à l'Institut d'administration publique (Commission de la fonction publique du Japon)
1972-1974	Directeur de la Division de l'efficacité au Bureau des relations avec le personnel (Commission de la fonction publique du Japon)
1974-1979	Chef du Service de la planification du recrutement et de la formation du personnel à la Division du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

/...

1979-1980	Directeur du Bureau de la formation et du perfectionnement du personnel (Commission de la fonction publique du Japon)
1980-1981	Directeur général de l'Institut d'administration publique (Commission de la fonction publique du Japon)
1981-1982	Directeur général du Bureau de l'équité dans la fonction publique (Commission de la fonction publique du Japon)
1981-1984	Membre du Groupe d'étude sur les relations entre la bureaucratie et le développement économique des pays en développement à l'Institut de recherches économiques sur le développement
1982-1984	Secrétaire général de l'Université internationale du Japon
1983-1985	Président du Comité pour l'amélioration de la gestion des ressources humaines dans les organisations internationales à l'Institut national pour la promotion de la recherche
1984 à ce jour	Conseiller spécial du Président de l'Université internationale du Japon
1988 à ce jour	Membre de la Commission de la fonction publique internationale

Associations professionnelles

Membre de l'Institut international des sciences administratives de Bruxelles

Membre et ancien membre exécutif du Conseil d'administration de la Société japonaise pour l'administration publique

Membre de la Société américaine pour la formation et le perfectionnement du personnel

Directeur exécutif de l'Institut japonais d'administration du personnel
